



CHARTRE VIE PRIVÉE

POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ

Dans le cadre de leurs activités, la Commune et le Centre Public d'Action Sociale (CPAS) de Bastogne sont amenés à traiter des données à caractère personnel vous concernant.

La présente Politique de Confidentialité a vocation à vous informer, conformément aux articles 13 et 14 du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), à propos desdits traitements.

Le CPAS et la Commune de Bastogne sont conscients des obligations qui leur incombent en qualité de Responsables de Traitement au sens du RGPD, et mettent tout en œuvre pour assurer un traitement sécurisé et conforme des données à caractère personnel.

COMMUNE

RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Le responsable de traitement est la Commune de Bastogne
(rue du Vivier, 58 à 6600 BASTOGNE - 061 24 09 00 - info@bastogne.be) ;

légalement représentée par M. Benoît LUTGEN, Bourgmestre, et M. Kevin GUEIBE, Directeur général.

DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES

Votre référent pour toutes vos questions relatives à la vie privée est le Délégué à la Protection des Données, M. Nicolas RONGVAUX, dont les coordonnées sont les suivantes :

Place Communale, 312
6637 FAUVILLERS
0470 10 48 58
DPD.RGPD@fauvillers.be

COLLECTE DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

La Commune collecte des données sur vous, soit d'initiative auprès de vous-même (par exemple lors des demandes de permis, ou lorsque vous déposez une candidature à un emploi), soit auprès de sources d'informations tierces (par exemple le Registre National, la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale...).

Les données collectées sont, entre autres, les données suivantes :

Données d'identification	Nom, prénom, numéro de registre national, lieu de naissance, sexe, état civil, nationalité, numéro d'identification à la sécurité sociale...
Données de contact	Adresse, numéro de téléphone, adresse e-mail
Données financières	Revenus et charges, dettes, transactions financières, numéros de compte...
Données relatives à la formation	Curriculum Vitae, diplômes, certificats...
Données sensibles	Données médicales, données sur l'appartenance syndicale, affiliations, données sur les condamnations judiciaires...
Données relatives au logement	Coordonnées d'implantation, situation juridique du bien, plans, photographies, visualisations du projet
Données relatives à votre véhicule	Données de la DIV, photographies prises par les caméras...

FINALITÉS DU TRAITEMENT

La Commune, et pour elle son personnel, collecte des données à votre sujet, entre autres pour les finalités suivantes :

- taxation et établissement des rôles ;
- instruction des demandes de permis d'urbanisme et d'environnement ;
- gestion des actes d'état civil et délivrance des extraits ;
- administration du personnel ;
- organisation d'événements festifs ou de réseaux de soutien ;
- gestion des sanctions administratives communales et des infractions, entre autres environnementales ;
- tenue des Registres de Population ;
- gestion des cimetières ;
- gestion par la Commune de son patrimoine ;
- planification d'urgence...
- gestion des activités des fonctionnaires constatateurs et sanctionneurs ;
- gestion de ses activités par le personnel du département technique ;
- gestion de la comptabilité

Cette liste est non-exhaustive.

Toutes vos données sont traitées conformément aux dispositions du RGPD et à la législation sur la protection des données.

FONDEMENTS JURIDIQUES DU TRAITEMENT

La Commune traite vos données à caractère personnel sur plusieurs bases de licéité.

1. L'obligation légale

La Commune traite des données à caractère personnel vous concernant en application des nombreuses législations qui règlent l'exercice de ses activités. Voici une liste exemplative des législations applicables à l'activité de la Commune :

- le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 – M.B. du 22 mars 2005) ;
- la Nouvelle Loi Communale ;
- la loi du 17 juin 2016 relatives aux marchés publics (M.B. du 14 juillet 2016) ;
- la loi du 16 février 2017 modifiant la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services (M.B. du 17 mars 2017) ;
- le décret de la Région Wallonne du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation (M.B. du 28 mars 2018) ;
- la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (M.B. du 22 août 1978) ;
- la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs (M.B. du 30 avril 1965) ;
- la loi du 16 mars 1971 sur le travail (M.B. du 30 mars 1971) ;
- la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public (M.B. du 5 janvier 2001) ;
- le Code du développement territorial ;
- le Code de l'Environnement ;
- le Code forestier ;
- le Code du tourisme ;
- le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire.

2. La mission d'intérêt public

La Commune traite des données à caractère personnel vous concernant pour remplir ses missions légales en application, notamment, des législations visées au point 1.

3. Le consentement

Pour le cas où la Commune souhaiterait effectuer des traitements de données à caractère personnel vous concernant qui ne ressortissent pas à ses missions légales, celui-ci se base, dans la mesure du possible, sur votre consentement pour effectuer les traitements en question. Il peut s'agir de distributions de cadeaux, d'organisations de réseaux de soutiens ou d'événements culturels...

Vous disposez à tout moment de l'option de retirer votre consentement pour ces traitements.

CONSERVATION DE VOS DONNÉES

La Commune conserve vos données pour la stricte durée nécessaire au regard des finalités des traitements. En matière d'archivage, la Commune se base si possible sur le tableau de tri des archives du Royaume.

VOS DROITS

En vertu de ses articles 15 à 22, Le Règlement Général sur la Protection des Données vous accorde au moins les droits suivants :

- **un droit d'accès**, à tout moment, aux données à caractère personnel, vous concernant, qui sont traitées par notre institution : vous pouvez ainsi nous demander quelles sont les données en notre possession, ce que nous en faisons... ;
- **un droit de rectification** de vos données à caractère personnel. Si après avoir eu accès à vos données à caractère personnel, vous constatez que certaines d'entre elles sont erronées ou incomplètes vous pouvez nous demander de les rectifier ;
- **le droit de demander l'effacement** de vos données à caractère personnel, dans la mesure où cet effacement ne nous empêche pas d'accomplir nos obligations légales et/ou dans la mesure où cet effacement ne nous empêchera pas d'accomplir les tâches et services qui font partie de nos missions ;
- **le droit à la limitation du traitement** des données à caractère personnel vous concernant. Ainsi, vous pouvez, dans certaines circonstances et pour des raisons légitimes, demander que nous ne traitons pas certaines données à caractère personnel vous concernant qui sont en notre possession ;
- **un droit d'opposition**. Vous pouvez vous opposer au traitement, dans certaines circonstances et toujours dans la mesure où cela ne nous empêche pas d'accomplir nos obligations légales et ne nous empêchera pas non plus d'accomplir les tâches et services qui font partie de nos missions ;
- **le droit de récupérer** vos données à caractère personnel telles que vous les avez communiquées et dans le format où elles ont été traitées par nous et de les transmettre à d'autres institutions et/ou opérateurs publics ou privé. Il s'agit du **droit à la portabilité** de vos données à caractère personnel ;
- **le droit de retirer votre consentement à tout moment** dans les cas où vous avez dû donner ce consentement afin que nous puissions traiter vos données à caractère personnel. C'est le cas par exemple lorsque nous vous demandons votre consentement afin de vous envoyer, par courrier électronique, des nouvelles de notre institution. Nous vous signalons que dans ce cas, lorsque vous marquez votre refus ou que vous retirez votre consentement, nous ne serons plus en mesure de vous fournir le service qui fait ou qui faisait l'objet de votre consentement préalable. Ainsi, pour rester dans notre exemple, nous ne pourrions pas ou plus vous fournir, par courrier électronique, des informations concernant nos activités.

Si vous estimez vos droits insuffisamment respectés, vous avez le droit d'adresser une plainte à l'autorité de protection des données :

Autorité de Protection des Données
rue de la Presse 35
1000 Bruxelles
+32(0)2 274 48 00
contact@apd-bga.be

DESTINATAIRES ÉVENTUELS DES DONNÉES

La Commune partage vos données avec des partenaires institutionnels et commerciaux publics ou privés ainsi qu'avec des sous-traitants (fournisseurs de logiciel, prestataires de services...).

Les communications de ces données se font dans le respect des bases de licéité précisées dans la présente Politique de Confidentialité, pour les finalités précisées ci-devant, et avec toutes les garanties de sécurité que vous êtes en droit d'attendre de la part du Responsable de Traitement.

SOURCES DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

La Commune recueille les données à caractère personnel auprès de vous et complète ces informations par des consultations de flux de données, notamment auprès de la Banque-Carrefour d'Échange des Données, le GIG ou le Registre National.

VERSION

Version 1.0.

Mise à jour le 07/01/2022.